

Niger/Coup d'Etat déjoué à Niamey L'opposition veut des preuves

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

Celle-ci subodore de la part du pouvoir manipulation et volonté de "passage en force" pour la présidentielle de février.

DENONÇANT une volonté de "passage en force" pour la présidentielle de février, l'opposition nigérienne émettait hier, jour de la fête nationale, des réserves sur la réalité d'un coup d'Etat déjoué par le président Mahamadou Issoufou qui a justifié une vague d'arrestations.

"On a les plus grandes réserves. Il (le président) ne nous a donné aucune preuve. Nous sommes dans l'incertitude", a affirmé à l'AFP l'opposant et candidat à la présidentielle du 21 février, Amadou Boubacar Cissé dit "ABC", joint depuis Abidjan.

Dans son message traditionnel diffusé jeudi, à la veille des cérémonies de l'indépendance, le président Issoufou a assuré que le gouvernement avait "déjoué une tentative malheureuse de déstabilisation des institutions" justifiant une vague d'arrestation de hauts responsables militaires évoquée par les réseaux sociaux et la presse locale depuis lundi.

En 2011, le président Issoufou avait déjà annoncé dans un message à la nation avoir déjoué un putsch contre son régime. Selon



Photo : AFP

Malgré les accusations de l'opposition, le président Mahamadou Issoufou a réaffirmé sa "volonté d'organiser des élections dans la transparence."

les autorités, dix militaires dont des officiers avaient été arrêtés pour "tentative de renversement du régime" et "tentative d'assassinat du chef de l'Etat". Hier, la fête nationale a été célébrée dans la sobriété, "en compassion" pour les victimes du "terrorisme", avec un défilé militaire à Maradi, capitale économique du pays, choisie cette année pour accueillir les festivités.

La parade s'est déroulée sans incident en fin de matinée sous la surveillance d'un impressionnant dispositif sécuritaire, a constaté un journaliste de l'AFP.

Depuis février, le groupe islamiste nigérien Boko Haram mène des attaques meurtrières dans la zone de Diffa (sud-est), frontalière du fief des insurgés is-

lamistes dans le nord-est du Nigeria, alors que des groupes jihadistes de la bande sahélienne sont une menace au nord.

A Niamey, la capitale, la situation était calme. La prière du vendredi s'est déroulée sans événement majeur alors que beaucoup d'habitants étaient incrédules après l'annonce du coup d'Etat déjoué en attendant d'en savoir plus.

Pour ABC, le pouvoir tente "le passage en force" pour s'assurer la victoire à la présidentielle. "Nous sommes tellement habitués aux manipulations, a-t-il dit. Dès qu'ils sont en difficulté, ils cherchent des moyens de s'en sortir. Ils savent qu'ils ne peuvent gagner l'élection".

"BEAUCOUP DE RATES" • "Les seules personnes qui menacent la démocratie au

Niger sont le gouvernement. Il y a une dérive autoritaire", a-t-il ajouté.

Le candidat a rappelé le blocage dans lequel se trouve l'audit du fichier électoral en vue du scrutin. Mardi, l'opposition a suspendu sa participation au comité sur cet audit, réclamant l'intervention d'experts internationaux et critiquant les délais trop courts, alors que le pouvoir avait fixé la date butoir pour réaliser l'audit à hier pour pouvoir tenir la présidentielle dans les délais.

Mi-novembre, Sabiou Gaya, un des responsables chargés de l'élaboration de ce fichier, avait reconnu qu'il comportait "beaucoup de ratés", notamment avec des "bureaux de vote manquants", des "mineurs et des non Nigériens inscrits" sur les listes.

Le président Issoufou « a eu cinq ans pour préparer le fichier mais maintenant on ne peut pas nous dire : "le délai ou la transparence" », a souligné ABC, qui a écarté tout "boycott" mais ne "renonce pas" à un fichier électoral crédible.

"On ne va pas leur laisser le champ libre", a-t-il conclu.

Ousseïni Salatou, le porte-parole de la coalition de l'opposition, dénonce également l'intention du président Issoufou de faire "un passage en force dès le premier tour" grâce à un fichier électoral tronqué. Mais "le gouvernement n'imposera pas un fichier au peuple nigérien" et "une chose est sûre, il n'y aura pas d'élection sans un fichier audité et consensuel", a-t-il affirmé.

"Le gouvernement n'a pas le choix (...) il est évident qu'il y aura des élections au Niger car il y a un Etat, il y a une République du Niger qui doit continuer à fonctionner", s'est défendu Mohamed Moussa, membre du parti au pouvoir et proche d'Issoufou sur une télévision locale.

Le président avait rappelé jeudi dans son discours sa "volonté d'organiser des élections dans la transparence". Mais, avait-il souligné, "la libre expression du vote ne doit pas être mise à profit par ceux qui, par des manœuvres dilatoires, veulent conduire le pays dans une impasse en repoussant les élections au-delà des délais constitutionnels".

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Référendum. 90% de "OUI" à Bangui**

Les électeurs de Bangui appelés à se prononcer lors du référendum constitutionnel centrafricain de dimanche ont voté "OUI" à 90%, avec un taux de participation d'à peine 30%, selon des résultats provisoires annoncés jeudi soir par le rapporteur général de l'Autorité nationale des élections (ANE).

• **Côte d'Ivoire-France/Diplomatie. Soro dénonce un outrage**

Le président de l'Assemblée nationale ivoirienne Guillaume Soro a dénoncé l'"outrage" fait à la Côte d'Ivoire par la juge française ayant récemment délivré un mandat d'amener contre lui dans le cadre d'une plainte instruite en France.

• **RD Congo/Elections. Le pouvoir l'arme au pied**

Le parti présidentiel en République démocratique du Congo a déclaré hier se préparer à contrer toute tentative d'"insurrection" dans un pays sous tension politique à un an de l'échéance du mandat du président Joseph Kabila.

• **Rwanda/Référendum. Aux urnes, citoyens !**

Les Rwandais ont voté hier sur un référendum constitutionnel qui doit permettre au président Paul Kagame, 58 ans, de se présenter pour un nouveau mandat et potentiellement de diriger le Rwanda jusqu'en 2034, malgré les critiques de la communauté internationale.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Attentats.** Le Congrès durcit le programme d'exemption de visas

Les touristes de 38 pays, dont 30 en Europe, ne pourront bientôt plus entrer sans visa aux Etats-Unis s'ils sont allés en Irak, Syrie, Soudan ou en Iran récemment, selon une loi adoptée hier par le Congrès américain.

• **Syrie-Conflic. L'impossible résolution ?**

Les grandes puissances peinaient hier à mettre au point un projet de résolution sur la Syrie qui doit être soumis



Photo : AFP

au Conseil de sécurité de l'Onu dans l'après-midi, ont indiqué des diplomates.

• **Turquie/Combats. 62 morts dans les rangs du PKK**

Le gouvernement turc a lancé une vaste opération contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a fait au moins 62 morts dans les rangs de la rébellion kurde et un soldat tué en quatre jours, selon l'armée.

Burundi/Violences

Buyoya met en garde contre "un risque de génocide"

AFP
Paris/France

Dans un entretien sur RFI, l'ancien président dénonce la volonté chez les dirigeants actuels du pays d'ethniciser la crise.

L'ANCIEN président burundais Pierre Buyoya a mis en garde contre "un risque de génocide" au Burundi et dénoncé la volonté des dirigeants actuels du pays d'ethniciser la crise, dans un entretien hier sur Radio France internationale (RFI).

Nouvelle illustration de ce discours du pouvoir de plus en plus marqué ethniquement, le parti présidentiel CNDD-FDD a dénoncé dans un récent communiqué ceux qui œuvreraient, selon lui, "dans l'optique de soutenir un pouvoir ethnique nilotique (qualificatif désignant traditionnellement les Tutsi, selon les ex-

trémistes hutu) au Burundi".

"Il y a un risque de génocide bien sûr", a déclaré sur Radio France internationale (RFI) M. Buyoya, qui dirigea le pays de 1987 à 1993, puis de 1996 à 2003 : "je me demande d'ailleurs s'il n'y a pas déjà des éléments de génocide quand on voit le niveau atteint par les violences aujourd'hui". Interrogé sur une volonté d'ethniciser la crise de la part du régime du président Pierre Nkurunziza, M. Buyoya a répondu : "c'est clair !".

"Il suffit de lire le discours politique qu'il y a sur la place publique, et malheureusement de la part de hauts responsables", a-t-il souligné.

"Il y a les faits, les expressions au quotidien, ce qui se dit en cachette fini par être connu. Et vraiment on a l'impression que dans certains milieux il y a une volonté d'utilisation de la crise", a ajouté l'ancien chef de l'Etat, dont les prises de

positions publiques sur son pays sont très rares.

"Ce sont des mots qui sont adressés à des responsables politiques, parfois en cachette, mais ça finit par se savoir, c'est le discours souterrain qui soutient toute cette violence", a-t-il observé, rappelant qu'"on a eu dernièrement un discours du président du Sénat qui a fait le tour du monde, un discours très dangereux".

"Des confrontations ethniques ont eu lieu depuis longtemps, depuis des décennies entre les deux communautés hutu et tutsi. C'est ce que nous avons essayé d'exorciser au Burundi. On pensait avoir fait des progrès, malheureusement on a l'impression qu'on retourne à la case départ", a déploré M. Buyoya (un Tutsi, arrivé au pouvoir après deux coups d'Etat, et qui a remis ce pouvoir en 2003 à un Hutu pour mettre en œuvre les accords d'Arusha mettant fin à la guerre).

"Nous sommes arrivés à un moment où il est impossible de se taire et où le pays peut basculer dans l'irréparable", a jugé l'ex-chef d'Etat.

En public, les dirigeants du régime et les chefs du parti présidentiel CNDD-FDD (issu de l'ancienne rébellion hutu pendant la guerre civile de 1993-2006) se gardent de toute accusation explicite contre les Tutsi, mais ils ne cessent de se poser en défenseur de "la démocratie" et de la majorité silencieuse, sous-entendu la majorité paysanne hutu.

En coulisses, notamment dans les réunions du parti, le discours est beaucoup plus dur.

Dans un communiqué publié en français mardi et signé de son président Pascal Nyabenda, le CNDD-FDD s'en est pris notamment à la Belgique et à la société civile au Burundi. Dans un communiqué publié en français mardi et signé de son président Pascal Nyabenda, le CNDD-FDD s'en est pris notamment à la Belgique et à la société civile au Burundi. Dans un communiqué publié en français mardi et signé de son président Pascal Nyabenda, le CNDD-FDD s'en est pris notamment à la Belgique et à la société civile au Burundi.

mise en place d'un gouvernement de transition et oublie à jamais la démocratie".

Le CNDD-FDD y dénonce ce qu'il estime être "la haine contre les Bantou de l'Afrique centrale" et la "pensée coloniale et néo-coloniale" qui viserait à "remettre le pouvoir dans les mains de ceux qui sont pré-déterminés à diriger et écraser les peuples jugés inférieurs".

Il s'agirait de "permettre le retour aux anciens temps coloniaux (...) où une certaine partie de la population était jugée inférieure par rapport à une autre et que celle supérieure était née pour diriger selon le schéma du colon belge".

"Cette pensée est à combattre avec toutes les énergies car visant l'annihilation de la souveraineté du peuple dans sa légitimité de se choisir ses propres dirigeants (...)", selon le CNDD-FDD.